



Les pays pauvres doivent suivre une nouvelle voie



La crise actuelle fournit une occasion de renouveler les stratégies de développement des pays pauvres, particulièrement en Afrique subsaharienne. Le modèle traditionnel repose sur une croissance tirée par les exportations, sur le dynamisme spontané de marchés ouverts, sur un climat d'investissement favorable et sur la « bonne gouvernance ». Mais cette approche est-elle encore vraiment convaincante, alors que la demande mondiale est moins dynamique et que les exportations chinoises de produits manufacturés ont évincé des marchés de ces pays leur propre production manufacturière ? Celle-ci n'y représente que 15 % du produit intérieur brut (PIB) et atteignait à peine en 2005, hors Afrique du Sud, celle du Bangladesh.

L'Afrique subsaharienne est évidemment très diverse. On peut schématiquement distinguer les pays dépourvus de matières premières minérales et les autres. Pour les premiers, il n'y a pas d'alternative au développement de services performants – notamment en matière de tourisme –, d'activités issues de l'agriculture et d'une industrie manufacturière diversifiée. La compétitivité par les coûts et la qualité, tout autant que le dynamisme de l'innovation, seront alors déterminants.

Point de vue

Pierre Jacquet, Agence française de développement

Les seconds peuvent penser fonder leur développement sur la rente associée à l'exploitation des matières premières, mais ce n'est pas nécessairement un atout : conflits autour de la rente, absence d'incitations à diversifier la base économique, enfin « syndrome hollandais », par lequel la rente conduit à l'augmentation des coûts et à une perte générale de compétitivité. Pour surmonter ces obstacles, il faut une maturité institutionnelle que n'ont pas des pays pauvres où la mauvaise gouvernance et la corruption sont omniprésentes.

Par ailleurs, les matières premières s'épuisent, ce qui amène à penser la rente comme essentiellement temporaire et à anticiper son extinction, ramenant à la problématique évoquée dans le premier cas.

L'hypothèse d'un développement spontané, fondé sur un climat d'investissement favorable et sur les forces du marché, s'est avérée être une illusion, surtout dans un contexte où la concurrence des grands pays émergents semble fermer les possibilités de spécialisation. Là où un simplisme dorénavant désuet opposait marché et politiques, un « nouveau » modèle de développement – qui ressemble en fait à celui déjà expérimenté par plusieurs pays d'Asie – consisterait à les penser en symbiose active. Des pays comme la Chine et la Corée du Sud en ont donné des exemples frappants.

La Chine maintient ainsi depuis plusieurs années un taux de change sous-évalué, atout majeur dans sa conquête de marchés à l'exportation. L'exigence de compétitivité ne requiert pas nécessairement d'adopter des politiques de change du même type dans les pays d'Afrique subsaharienne, mais elle suggère d'imaginer des politiques publiques ciblées mettant en cohérence les gains possibles de productivité, la politique de change, les politiques commerciales et les subventions publiques. En bref, comme le recommande l'économiste américain Dani Rodrik, il faut réhabiliter une certaine forme de politique industrielle.

La mise en place d'incitations exigeantes peut certes créer des effets pervers qu'il faut gérer. Dérapages et erreurs sont toujours possibles, mais c'est un risque inhérent aux politiques actives, que l'on se doit de comparer au caractère improbable du décollage spontané. Comment penser qu'un pays pauvre puisse se développer si tous les leviers de l'action publique sont simultanément bloqués ?

L'aide au développement et la régulation financière et commerciale multilatérale peuvent aider à rétablir des marges de manœuvre suffisantes en favorisant directement le commerce des pays pauvres et la création de valeur ajoutée locale. La croissance des pays pauvres doit être un sujet majeur des politiques publiques, aussi bien nationales qu'internationales. La crise actuelle devrait remettre cette réalité au premier rang des préoccupations. ■